

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/13

11 octobre 1995

(95-3027)

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Communication de l'Ukraine

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a fait parvenir au Secrétariat la note ci-après, intitulée "Aperçu du secteur des services".

Aperçu du secteur des services

Services bancaires et autres services financiers

Services bancaires

Le système bancaire ukrainien est un système à deux niveaux qui comprend la Banque nationale d'Ukraine (BNU), la Banque ukrainienne de l'économie extérieure, la Caisse d'épargne de l'Ukraine, d'autres banques de la République et des banques commerciales à régimes de propriété divers.

Ce système bancaire se caractérise par le fait que la BNU est habilitée à régir tout le système financier du pays.

La BNU est en grande partie responsable de la mise en place et de la réglementation du système bancaire. En tant que Banque centrale de la République, elle jouit du droit d'initiative législative. Aucun établissement n'est autorisé à exercer des activités bancaires sur le territoire de l'Ukraine sans avoir été dûment inscrit par la BNU au Registre des banques de la République.

Tous les textes émanant de la BNU (lettres, dispositions ou règlements) sont juridiquement contraignants pour toutes les banques établies sur le territoire de l'Ukraine. En outre, les mêmes règles comptables, édictées par la BNU, s'appliquent à toutes les banques.

L'activité bancaire est régie par la Loi de 1991 sur les banques et l'activité bancaire, par des décrets et règlements du Cabinet des ministres, ainsi que par les règles et les lettres de la BNU.

Le processus de transformation de l'économie ukrainienne exige que des amendements et modifications soient apportés à la législation existante. Depuis son adoption, la Loi sur les banques et l'activité bancaire a fait l'objet de 16 amendements sous la forme de lois et de décrets.

Aux termes de la loi susmentionnée, tous les établissements bancaires sont autorisés à offrir aux personnes morales et physiques les services suivants: crédit, opérations de caisse et autres services bancaires.

La législation ukrainienne n'impose pas de restrictions particulières aux activités bancaires étrangères en Ukraine (hormis certaines prescriptions en sus des documents nécessaires pour l'enregistrement). Le traitement national est donc appliqué à toutes les banques étrangères, à leurs bureaux de représentation et filiales, ainsi qu'aux banques à participation étrangère établies sur le territoire de l'Ukraine.

Pour leur part, les établissements bancaires nationaux peuvent fournir des services à l'étranger sous réserve de l'agrément de la BNU.

A l'heure actuelle, la BNU prend, en application du programme gouvernemental de réformes, des mesures rigoureuses afin de lutter contre toutes les opérations de "marché noir" sur devises. Ces mesures consistent à libéraliser la législation relative aux opérations sur les dépôts privés en devises, à augmenter la quantité de devises pouvant être exportées d'Ukraine et à encourager l'utilisation des cartes de crédit et des chèques de voyage. L'Ukraine s'apprête actuellement à mettre en oeuvre une réforme monétaire visant à instaurer une monnaie nationale chère en poursuivant une politique d'austérité monétaire.

Autres services financiers

Le Décret de 1993 du Cabinet des ministres sur les établissements fiduciaires, modifié en 1995, régit les opérations fiduciaires en Ukraine.

Le Fonds des biens d'Etat, la Banque nationale d'Ukraine et le Ministère des finances sont les organes publics chargés de contrôler les activités fiduciaires dans le pays.

La législation régissant les activités fiduciaires en Ukraine n'impose aucune restriction particulière aux opérations étrangères en Ukraine ni à la participation de ressortissants ukrainiens à des opérations dans ce domaine à l'étranger.

Services d'assurance

Le système d'assurance ukrainien comprend d'une part l'assurance sociale d'Etat et, d'autre part, les services d'assurance fournis par des personnes morales constituées en sociétés par actions, avec responsabilité entière ou complémentaire, ou en sociétés en commandite. Toute autre forme d'organisation n'est pas autorisée afin d'éviter les pratiques frauduleuses et de protéger les assurés. Pour garantir la solvabilité de l'assureur, les dispositions de la législation régissant la fourniture de services d'assurance exigent que le montant minimal du capital autorisé soit équivalent à 5 000 dollars EU, convertis en monnaie nationale au taux de change fixé par la Banque nationale.

L'Etat contrôle, par l'intermédiaire du Comité de surveillance des activités en matière d'assurance, la fourniture des services d'assurance en Ukraine.

Le Comité d'Etat tient une Liste nationale des assureurs (réassureurs) et délivre les autorisations nécessaires à l'exercice de toute activité dans le domaine de l'assurance.

Le principal texte législatif régissant l'assurance en Ukraine est le Décret de 1993 du Cabinet des ministres sur l'assurance, modifié en 1995. Il convient de noter qu'il ne s'applique pas à l'assurance sociale d'Etat.

Les différentes activités qui peuvent être menées en matière d'assurance par des personnes morales ayant obtenu une autorisation sont l'assurance individuelle, l'assurance des biens immobiliers, la responsabilité civile, la réassurance et l'assurance obligatoire, dans les cas où les textes législatifs ne prévoient pas le droit d'exercer des activités en matière d'assurance obligatoire.

La division de l'assurance en assurances obligatoires et assurances facultatives appelle des explications plus détaillées.

L'accord entre l'assureur et l'assuré constitue le fondement juridique de l'assurance facultative.

L'assurance obligatoire est régie par la législation ukrainienne, qui en définit les types, les conditions et les procédures.

Le système d'assurance ukrainien comprend des intermédiaires (courtiers et agents d'assurance). Les courtiers ne peuvent pas faire fonction d'intermédiaire au nom d'un assureur étranger sur le territoire de l'Ukraine, sauf disposition contraire des accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie.

En outre, la législation ukrainienne impose (article 2 du Décret de 1993 sur l'assurance) une restriction directe à la participation quantitative des personnes morales et physiques étrangères au capital autorisé de l'assureur. Cette participation (sous la forme d'investissements) ne doit pas dépasser 20 pour cent.

La législation ne prévoit pas d'autres restrictions aux activités menées dans le domaine de l'assurance par des étrangers en Ukraine ou à la consommation de services d'assurance par des étrangers en Ukraine et par des Ukrainiens à l'étranger.

Le traitement national est accordé à tous les étrangers (personnes morales et physiques) et aux apatrides résidant sur le territoire de l'Ukraine. Selon le rapport de 1994 du Comité de surveillance des activités en matière d'assurance en Ukraine, ce secteur se caractérisait par une structure imparfaite du marché de l'assurance, un faible niveau de développement du sous-secteur de la réassurance, des systèmes de retraite et de l'assurance médicale, et un manque de bons spécialistes qualifiés.

Par ailleurs, une analyse du développement du marché de l'assurance au niveau macroéconomique a permis aux membres du Comité de relever les tendances suivantes: excédent des paiements par rapport aux primes, augmentation des paiements par rapport à 1993.

La création de compagnies d'assurance se poursuit à un rythme soutenu. Au 1er janvier 1995, 655 compagnies d'assurance étaient inscrites sur la Liste nationale.

Services de transport

Les services de transport comprennent: le transport intérieur et international de passagers et de marchandises par voie aérienne, fluviale, maritime et ferroviaire ainsi que par des moyens motorisés, l'organisation et l'affrètement de la flotte commerciale maritime, le transport de produits chimiques par voie aérienne, le transport par oléoducs et gazoducs et la fourniture de services d'expédition pour les marchandises d'importation et d'exportation et les marchandises en transit. Ces services ont eu une importance toute particulière pour les exportations et les importations de l'Ukraine en 1994.

Soumis à la délivrance d'autorisations, ce secteur est régi par le Ministère des transports et le Ministère des relations économiques extérieures (en ce qui concerne le transport des marchandises d'importation et d'exportation et des marchandises en transit).

Les organismes publics qui interviennent également dans la fourniture de services de transport sont les suivants:

- le Département d'Etat du transport aérien;
- le Département de la flotte maritime et fluviale du Ministère des transports;
- la Société d'Etat de transport motorisé;
- la Compagnie aérienne nationale "Airlines of Ukraine";
- la Société ukrainienne des véhicules automobiles "Ukravto";
- l'Association d'Etat "Ukrzovnishtrans" (rattachée au Ministère des relations économiques extérieures).

Compte tenu de la diversité des sous-secteurs, plusieurs textes législatifs ont été adoptés afin de réglementer les activités dans le domaine des transports en Ukraine, les principaux étant la Loi de 1994 sur le transport, le Code des transports aériens de 1993, le Code de la navigation commerciale de 1995 et le Code de la navigation fluviale de 1995.

Les étrangers fournissant des services de transport en Ukraine ne sont soumis à aucune restriction particulière. Ils bénéficient du traitement national, sauf disposition contraire des traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie.

Services de communication

Services postaux, services de courrier, services de télécommunication

C'est l'un des secteurs de l'économie ukrainienne où la participation de capitaux étrangers est particulièrement importante. Cette participation a lieu dans le cadre de coentreprises ou de sociétés à capitaux étrangers.

Soumises à la délivrance d'autorisations par le Ministère des communications, les activités dans ce secteur de services sont régies par la Loi de 1995 sur les communications.

Les entreprises d'Etat et associations opérant dans le domaine des communications ont l'exclusivité en ce qui concerne la propriété, le service technique et l'exploitation des réseaux primaires (à l'exception des réseaux locaux) et des systèmes de communication téléphonique par satellite à usage public et en ce qui concerne les transferts monétaires, l'acheminement des lettres jusqu'à 20 grammes et des cartes postales, ainsi que l'encaissement et le versement des retraites et des aides financières aux personnes nécessiteuses.

Les entreprises d'Etat opérant dans le domaine des communications se caractérisent en outre par le fait que leur régime de propriété ne peut être modifié que sur décision de l'organe législatif suprême du pays, à savoir la Verkhovna Rada (Parlement).

La législation en vigueur impose une restriction directe à la participation étrangère au capital autorisé des entreprises qui fournissent des services de communication: la part des investissements étrangers dans le capital autorisé de ces entreprises ne doit pas dépasser 49 pour cent.

La coopération internationale dans le domaine des communications est assurée par deux autres organismes publics: l'Administration des communications, qui représente l'Ukraine auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de l'Union postale universelle et le Comité d'Etat pour les communications et les fréquences radio, qui coordonne la participation des ministères et des institutions compétentes aux travaux de l'UIT.

Services audiovisuels

Les services d'information en Ukraine sont régis par la Loi de 1992 sur l'information, la Loi de 1992 sur les secrets d'Etat, la Loi de 1992 sur la presse en Ukraine, modifiée en 1993, la Loi de 1995 sur les agences d'information, et la Loi de 1993 sur la télévision et la radiodiffusion, modifiée en 1995. Le traitement dont bénéficient les personnes morales et physiques étrangères diffère de celui qui est accordé aux personnes morales et physiques ukrainiennes en vertu de la Loi sur l'information et de la Loi sur les secrets d'Etat en ce qui concerne l'accès aux informations touchant aux secrets d'Etat.

Les étrangers n'ont accès à ces informations qu'en vertu des accords internationaux applicables en l'espèce et avec le consentement écrit du Président de l'Ukraine.

Presse écrite

Les étrangers qui souhaitent créer des organes de presse en Ukraine bénéficient du même traitement que les ressortissants de ce pays. Ils doivent se faire enregistrer en Ukraine.

Ce type d'activité se caractérise par le fait que, pour éviter toute situation de monopole, aucune personne physique ou morale ne peut être fondateur (ou cofondateur), ni ne peut contrôler plus de 5 pour cent des organes de presse.

Il convient également de noter que:

L'autorisation des autorités nationales compétentes est nécessaire pour diffuser les journaux et magazines étrangers en Ukraine.

Les journaux et magazines réalisés et publiés en Ukraine, mais enregistrés à l'étranger, doivent se faire enregistrer en Ukraine pour pouvoir y être diffusés.

Les organes de presse étrangers peuvent établir un bureau de représentation en Ukraine avec l'agrément du Ministère des relations extérieures.

Agences d'information

Les principaux types d'agences d'information exerçant des activités en Ukraine sont, d'une part, les agences d'information ukrainiennes publiques et non publiques et, d'autre part, les agences d'information étrangères, qui opèrent par l'intermédiaire de leurs bureaux de représentation en Ukraine. Toutes les agences doivent se faire enregistrer en Ukraine. Les agences à participation étrangère sont enregistrées en tant que coentreprises.

La législation en vigueur impose des restrictions directes à la participation étrangère:

- a) les personnes morales et physiques étrangères ne peuvent pas être fondateurs d'une agence d'information ukrainienne; elles ne peuvent opérer qu'en qualité de cofondateurs;
- b) une agence d'information ne peut pas être créée avec des capitaux étrangers si la part de ces capitaux dans le capital autorisé est supérieure à 30 pour cent.

Hormis ces restrictions, les agences ukrainiennes et les bureaux de représentation des agences étrangères bénéficient du traitement national et diffusent leur production conformément à la législation ukrainienne.

Services de télévision et de radiodiffusion

La politique nationale en matière de télévision et de radiodiffusion est arrêtée par la Verkhovna Rada (Parlement). Compte tenu de l'importance particulière de ce secteur pour le pays, il a été créé une Rada nationale pour la télévision et la radiodiffusion. Elle emploie huit personnes, quatre étant proposées par le chef de la Verkhovna Rada, et quatre par le Président.

Afin de protéger les intérêts ukrainiens, 50 pour cent au moins des programmes de télévision et de radiodiffusion doivent être réalisés par des organismes nationaux. Les personnes morales et physiques étrangères n'ont pas le droit de créer des organismes de télévision et de radiodiffusion. La part des investissements étrangers dans le capital autorisé de ces organismes ne doit pas dépasser 30 pour cent. La Rada nationale contrôle les investissements étrangers dans les organismes de télévision et de radiodiffusion nationaux.

Services de construction, de montage et de réparation

La principale loi régissant cette activité en Ukraine est la Loi de 1992 sur l'urbanisme, qui n'impose aucune restriction aux services de construction étrangers en Ukraine, ni à la participation de ressortissants ukrainiens à des activités dans ce domaine à l'étranger.

Les organismes publics fournissant des services de construction sont le Comité d'Etat pour l'urbanisme et l'architecture, la Société d'Etat de construction, la Société d'Etat des matériaux de construction et la Société d'Etat pour les activités de montage et de construction spécialisée.

Services d'éducation

Les organismes nationaux compétents en matière d'éducation en Ukraine sont le Ministère de l'éducation, la Commission supérieure des diplômes et les ministères qui disposent de leurs propres établissements d'enseignement.

Le pays compte en outre un certain nombre d'établissements privés, dirigés par des personnes privées. Il n'y a pas de restriction à la participation étrangère à la fourniture de services d'éducation en Ukraine ni à la participation de ressortissants ukrainiens à des activités dans ce domaine à l'étranger.

La principale loi régissant ce secteur est la Loi de 1991 sur l'éducation, qui a été modifiée à plusieurs reprises.

Le système d'éducation public comprend les écoles maternelles, les écoles secondaires, les établissements d'enseignement professionnel, les établissements d'enseignement supérieur, les établissements d'études de troisième cycle destinés aux diplômés de l'enseignement supérieur, les établissements préparant au doctorat, ainsi que les établissements pour l'amélioration des qualifications.

Il convient de noter que les services d'éducation sont fournis aux étrangers en Ukraine à titre onéreux.

Tourisme

L'organisme public qui délivre des autorisations pour la fourniture de services dans le domaine du tourisme sur le territoire de l'Ukraine est le Comité d'Etat pour le tourisme.

Malgré une augmentation considérable des voyages à l'étranger (et surtout du tourisme dit "commercial" des Ukrainiens à l'étranger), ce secteur n'est toujours régi par aucun texte législatif.

La Loi sur le tourisme est actuellement en cours d'élaboration par la Verkhovna Rada. Conformément à la Loi sur les activités économiques extérieures, ce secteur de services, comme les autres types d'activité, bénéficie du traitement national.

Les Ukrainiens se rendant à l'étranger et les étrangers venant en Ukraine doivent obtenir un visa, sauf disposition contraire des traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie.

Services juridiques

*Les organismes fournissant des services juridiques en Ukraine sont les institutions juridiques d'Etat (les principales étant les bureaux de consultation juridique, les études de notaires et les bureaux d'enregistrement des actes de l'état civil), ainsi que les cabinets juridiques privés.

*Toute activité juridique (à l'exception des expertises médico-légales et psychiatriques, pour lesquelles des autorisations sont délivrées par le Ministère de la protection de la santé) est soumise à la délivrance d'une autorisation par le Ministère de la justice.

Les textes législatifs fondamentaux régissant le secteur des services juridiques en Ukraine sont la Loi sur les entreprises, la Loi sur les activités économiques extérieures, la Loi sur le notariat et la Loi sur le barreau.

Conformément à la Loi sur le notariat et à la Loi sur le barreau, ces services ne peuvent être offerts sur le territoire de l'Ukraine que par des ressortissants ukrainiens. La législation en vigueur ne soumet les services juridiques à aucune autre restriction (qu'il s'agisse de la fourniture ou de la consommation).

Services d'audit

Ce type d'activité et de service est régi par la Loi de 1993 sur l'audit, modifiée en 1995, et est soumis à la délivrance d'autorisations par la Chambre ukrainienne des comptes.

Conformément à cette loi, peuvent être vérificateurs des comptes les ressortissants ukrainiens auxquels la Chambre ukrainienne des comptes a délivré un certificat de qualification.

Toutes les personnes morales exerçant une activité dans le domaine de l'audit ainsi que les vérificateurs des comptes doivent être inscrits par la Chambre ukrainienne des comptes au Registre des sociétés d'audit et des vérificateurs des comptes.

Il n'y a pas de restriction directe à la participation étrangère dans ce domaine en Ukraine. Toutefois, l'article 7 de la loi susmentionnée stipule que les résultats d'un examen effectué par un vérificateur des comptes étranger doivent être confirmés par un vérificateur des comptes ukrainien (sauf disposition contraire des traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie).

Services médicaux

Selon "Les principes de la législation sur la protection de la santé" de 1992 (le principal texte législatif régissant les services médicaux), la décentralisation de la gestion publique du secteur de la protection de la santé se poursuivra.

L'Etat garantit à la population ukrainienne l'accès aux services médicaux fournis par les établissements de santé publics. En outre, les activités privées sont autorisées, sous réserve que la

personne souhaitant exercer ce type d'activité ait obtenu une autorisation du Ministère de la protection de la santé.

Les étrangers sont également autorisés à offrir des services médicaux après examen de leurs qualifications selon une procédure établie par le Ministère de la protection de la santé.

Les étrangers bénéficient au même titre que les ressortissants ukrainiens de l'accès aux services médicaux, à condition qu'ils résident de façon permanente en Ukraine. Si tel n'est pas le cas (c'est-à-dire s'ils résident de façon temporaire en Ukraine), leur accès au système public de protection de la santé est déterminé par les traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie.

Le respect de la législation sur la protection de la santé est strictement contrôlé par le Procureur général de l'Ukraine.

Commerce de détail et de gros

Les étrangers exerçant une activité dans le secteur des services de commerce de gros et de détail bénéficient sans restriction du traitement national. Tous les intéressés doivent se faire enregistrer auprès des organismes publics compétents.

Le commerce de gros et de détail des produits alimentaires, des articles à usages hygiéniques et sanitaires, des produits cosmétiques, des boissons alcooliques, des produits du tabac et des produits chimiques d'usage courant, ainsi que les établissements publics chargés de la vente des produits alimentaires sont soumis à la délivrance d'autorisation par les autorités publiques locales.

Les principales lois régissant ce secteur sont la Loi sur les entreprises, la Loi sur les activités économiques extérieures et la Loi sur les droits du consommateur.